



Independent observer
of the Global Fund

Les plateformes régionales s'avèrent cruciales pour l'initiative stratégique du Fonds mondial sur les questions liées aux communautés, aux droits et au genre

Les plateformes régionales de coordination et de communication du Fonds mondial se portent bien cette année, récoltant les fruits de leur impressionnant travail au service du renforcement de l'engagement des communautés dans les procédures du Fonds mondial. Comme nous vous en avons informé dans le [numéro 326 de la version anglaise de l'OFM](#), les plateformes ont été relancées en décembre 2017 dans le cadre de l'Initiative stratégique sur les questions liées aux communautés, aux droits et au genre (CDG). Cette initiative au budget de 15 millions de dollars vise à renforcer l'engagement significatif des communautés dans les procédures du Fonds mondial, notamment en matière de dialogue au niveau des pays, de mise au point des demandes de financement et d'établissement, de mise en œuvre et de suivi des subventions.

Les plateformes régionales, qui forment une des composantes de l'initiative stratégique, ont quatre objectifs stratégiques :

1. Renforcer l'engagement significatif des groupes communautaires et de la société civile par une communication bidirectionnelle régulière et la fourniture d'information exacte afin d'améliorer les connaissances et la participation de ces acteurs aux procédures liées au Fonds mondial ;
2. Améliorer l'impact global des programmes et des interventions du Fonds mondial, et des ripostes aux maladies de manière plus générale, grâce à un engagement renforcé de la société civile et des communautés touchées par le VIH, la tuberculose et le paludisme ;

3. Élargir l'accès à l'assistance technique pour les groupes de la société civile et communautaires, grâce à une coopération accrue avec la composante d'assistance technique à court terme de l'Initiative stratégique CDG, et avec les principaux partenaires nationaux, régionaux et mondiaux en matière d'assistance technique ;
4. Soutenir les initiatives stratégiques de développement de la société civile et des communautés en favorisant les espaces d'engagement et de participation collective aux procédures décisionnelles clés, en particulier en matière de communautés, de droits et de genre.

Dans une certaine mesure, le Fonds mondial compte sur les plateformes régionales pour veiller à ce que les communautés soient au fait des actualités du Fonds et des possibilités offertes. Tous les hôtes de plateforme sont des organisations de la société civile qui participent déjà à la riposte au VIH, à la tuberculose et au paludisme au niveau régional. (Voir le tableau 1 pour les détails des hôtes des plateformes régionales.)

Tableau 1 : Hôtes des plateformes régionales

Région	Hôte
Afrique anglophone	Eastern Africa National Networks of AIDS Service Organizations (EANNASO) Arusha, Tanzania
Asie-Pacifique	APCASO Bangkok, Thailand
Europe de l'Est et Asie centrale	Eurasian Harm Reduction Association (EHRA) Vilnius, Lithuania
Afrique francophone	Réseau Accès aux Médicaments Essentiels (RAME) Ouagadougou, Burkina Faso
Amérique latine et Caraïbes	Vía Libre Lima, Peru
Moyen-Orient et Afrique du Nord	International Treatment Preparedness Coalition-MENA (ITPC-MENA) Marrakech, Morocco

L'Initiative stratégique sur les questions liées aux communautés, aux droits et au genre couvre la période d'allocation 2017/2019 et était précédée par l'Initiative spéciale sur les questions liées aux communautés, aux droits et au genre, qui couvrait elle la période 2014/2016. L'Initiative stratégique semble d'ores et déjà donner des résultats à un niveau plus élevé que son prédécesseur. Noah Metheny, en charge de l'engagement communautaire au sein de l'initiative, attribue les améliorations à une procédure délibérée. « Depuis le lancement de l'Initiative stratégique CDG, nous avons eu l'occasion de méditer sur les leçons tirées de l'Initiative spéciale CDG et de les incorporer », explique-t-il, « concernant la manière dont elle est structurée, mise en œuvre, suivie et gérée – afin d'identifier et réaliser des synergies plus efficaces. Grâce à cette approche délibérée, réfléchie et collaborative, nous sommes mieux à même d'identifier les possibilités d'aligner, exploiter et amplifier les travaux réalisés dans les trois composantes de l'initiative ».

Les synergies sont la clé des plateformes régionales et de l'initiative stratégique CDG. Les deux autres composantes de l'Initiative sont l'assistance technique à court terme pour les communautés et les organisations de la société civile, et le renforcement des capacités à long terme pour les réseaux mondiaux de populations clés. L'espoir est que les composantes se renforcent mutuellement.

En guise de lancement de l'Initiative stratégique, un « événement d'apprentissage » a été organisé en février 2018 à Bangkok pour tous les partenaires de l'initiative. L'événement a rassemblé toutes les

plateformes régionales, différents prestataires d'assistance technique en matière de communautés, de droits et de genre, des bénéficiaires en matière de renforcement des capacités et quelques partenaires techniques du Fonds mondial. D'après M. Metheny, l'événement de février « a tiré parti des collaborations organiques existantes, des discussions entre les plateformes régionales et les réseaux de populations clés, à l'engagement des prestataires d'assistance technique au sein des consultations régionales des plateformes, en passant par la collaboration avec les réseaux en vue d'identifier les besoins potentiels en termes d'assistance technique, pour ne citer que quelques exemples ».

La conférence internationale sur le sida (AIDS 2018) qui s'est tenue en juillet constituait l'événement collectif suivant pour les plateformes et l'Initiative stratégique CDG. Les plateformes ont organisé ensemble la « zone communautaire du Fonds mondial », une zone de réseautage au sein du « village mondial » de la conférence. (Voir l'article consacré à la zone de réseautage dans le numéro [70 de l'OFM](#).) M. Metheny retient de son expérience personnelle à AIDS 2018 que « le travail des plateformes régionales (et des autres partenaires de l'initiative stratégique CDG) reste crucial pour la mission et l'impact du Fonds mondial ». En effet : « Toutes les séances organisées dans l'espace de réseautage des plateformes sont revenues sur l'importance et l'impact de la promotion d'une participation et d'un engagement significatifs des groupes de la société civile et communautaires au niveau des trois maladies. J'en veux pour preuve le lancement d'un nouveau réseau mondial consacré à la tuberculose (TB People), les multiples séances sur l'assistance technique, les discussions sur des sujets importants comme la pérennité et la transition, les adolescents, les droits humains et une réunion publique avec Peter Sands ».

Communication

La communication est un aspect crucial du travail des plateformes régionales. C'est également un domaine de croissance important pour elles dans le cadre de l'initiative spéciale. Mme Gemma Oberth est coordinatrice des plateformes régionales pour le Département des questions liées aux communautés, aux droits et au genre du Fonds mondial. Elle considère la portée collective des plateformes en termes de communication comme une amélioration de taille. « Ensemble, les bulletins d'information électroniques des plateformes totalisent 11 987 abonnés. » Cela représente une augmentation de 56 pour cent par rapport à leur public il y a moins d'un an. « Grâce à cette portée, les plateformes sont en mesure de fournir des informations régulières et précises concernant le Fonds mondial à des communautés qui, sans elles, ne disposeraient peut-être pas d'un mécanisme d'engagement », explique Mme Oberth.

Toutefois, bien que les bulletins d'information des plateformes constituent un point de contact avec leur public régional aussi régulier qu'important, ils ne représentent qu'une petite partie du travail de communication des plateformes. Chacune d'entre elles maintient également une présence sur les réseaux sociaux, qu'il s'agisse de Twitter, WhatsApp ou Facebook, sur lesquels elles sont suivies par 16 094 personnes.

Réunions régionales

L'un des principaux moyens d'engager leur public est d'organiser des réunions et ateliers régionaux. Chaque plateforme en organise au moins un par an, de nature soit générale, soit thématique. En juin, la plateforme Europe de l'Est et Asie centrale (EEAC) a organisé un atelier sur la pérennité et la transition à Baku (Azerbaïdjan). La région Europe de l'Est et Asie centrale, de même que les régions Amérique latine et Caraïbes, Moyen-Orient et Afrique du Nord et Asie-Pacifique, compte de nombreux pays confrontés à la transition. Dans ces régions, « nombreux sont ceux qui se demandent comment assurer une transition réussie du soutien du Fonds mondial et d'autres donateurs vers le financement national », comme l'indiquait il y a peu la plateforme EEAC dans son rapport de programme au Fonds.

Avec son atelier, la plateforme EEAC visait à améliorer la compréhension des représentants de la société

civile et des communautés en matière de procédures liées à la transition et à établir un dialogue significatif avec eux. L'atelier a rassemblé des représentants d'ONG locales, des spécialistes de différents secteurs concernés par la transition, le gestionnaire de portefeuille du Fonds pour l'Azerbaïdjan et un spécialiste des droits humains de l'équipe CDG. Olga Avdeeva, gestionnaire de portefeuille du Fonds, a décrit ainsi la réunion : « Cet atelier est venu à point nommé à cette époque particulière pour toutes les ONG d'Azerbaïdjan et l'ensemble du programme du Fonds mondial dans le pays ».

La plateforme Asie-Pacifique a elle aussi organisé une « réunion des partenaires » en avril à Bangkok. Cette réunion a servi à présenter de nouveau la plateforme et l'Initiative stratégique sur les questions liées aux communautés, aux droits et au genre, ainsi qu'à faciliter le dialogue sur la stigmatisation dans le contexte de la santé et « les tendances changeantes dans les politiques en matière de médicaments dans la région », selon Quentin Batréau, chargé de programme auprès de l'organisation hôte de la plateforme, APCASO.

La plateforme Asie-Pacifique, qui se désigne elle-même sous le sigle APCRG, a décrit comme suit la réunion sur son [site Web](#) : « Au cours des deux journées, la réunion s'est divisée en plusieurs ateliers et petits groupes pour permettre aux participants d'avoir des conversations plus intimes sur la coordination et la communication au sein de l'APCRG, la stigmatisation et la réduction des risques. Une liste d'informations suggérées en matière de communautés, de droits et de genre que les partenaires attendent de l'APCRG, ainsi que les filières proposées afin de faire parvenir ces informations à un public plus large ont été discutées et partagées par les groupes. »

Génération de contenu, recherche et traduction

Outre les activités de sensibilisation en ligne et les réunions régionales, les plateformes mènent également des recherches et produisent des contenus pour leurs publics. La plateforme de l'Afrique anglophone a combiné ces deux méthodes pour ses rapports sur l'efficacité de l'assistance technique. S'appuyant sur les résultats d'une enquête en ligne menée dans l'ensemble de sa région géolinguistique (pays d'Afrique subsaharienne où l'anglais est la langue européenne prédominante) et plusieurs études de cas, la plateforme a préparé six rapports d'analyse approfondis sur ce qui assure l'efficacité de l'assistance technique pour les communautés au Botswana, au Liberia, en Sierra Leone, au Soudan du Sud, au Swaziland et en Tanzanie. (Un rapport récapitulatif et les différents rapports de pays sont disponibles [ici](#).)

Olive Mumba, directrice exécutive de l'hôte de la plateforme, l'EANNASO (Réseaux nationaux d'Afrique orientale d'organisations de lutte contre le sida), estime que les rapports constituent un des travaux les plus importants de la plateforme cette année. « Les rapports fournissent les points saillants des expériences (réalisations, défis et recommandations) en matière d'accès et d'utilisation du soutien technique par la société civile et les communautés. Les besoins et les réponses en termes d'[assistance] technique dépendent du contexte et des processus. Les rapports montrent que la société civile et les communautés ont besoin d'assistance technique de moyen à long terme, et que cette assistance technique doit également appuyer la pérennité de l'organisation plutôt que le court terme ». La plateforme a présenté les conclusions des recherches à la réunion régionale d'Accra (Ghana) en avril, et à d'autres réunions et conférences qui ont eu lieu depuis.

Enfin, une des lacunes importantes comblées par les plateformes régionales, pour le Fonds mondial, est la traduction des documents clés dans des langues dans lesquelles les documents du Fonds mondial ne sont pas tous disponibles. Le Fonds mondial publie généralement les documents en anglais et en français, et parfois en russe, en espagnol, en portugais et dans d'autres langues. Cependant, la plupart des plateformes ont défini l'accessibilité linguistique comme une de leurs principales missions. Chaque région compte des langues locales et des langues européennes communes que le Fonds mondial ne propose pas systématiquement. Le tableau 2 indique quelques-unes des langues supplémentaires que

les plateformes sont en mesure de proposer au nom du Fonds mondial.

Tableau 2 : Langues supplémentaires pour lesquelles les plateformes régionales ont offert un soutien en termes de traduction

Région	Langues supplémentaires
Afrique anglophone	Portugais, swahili
Asie-Pacifique	Khmer, cingalais, thaïlandais, ourdou, vietnamien
Europe de l'Est et Asie centrale	Russe
Amérique latine et Caraïbes	Espagnol
Moyen-Orient et Afrique du Nord	Arabe

Coordination

L'autre fonction fondamentale des plateformes régionales est la coordination de l'assistance technique dans leurs régions respectives. Les plateformes elles-mêmes ne fournissent pas d'assistance technique, elles aident plutôt les communautés et les organisations de la société civile à définir leurs besoins en assistance technique, à identifier les prestataires potentiels et à élaborer et soumettre leurs demandes. Le [Programme d'assistance technique en matière de réponses communautaires, de droits et de genre](#) est la cible principale pour cette activité, mais d'autres prestataires, comme l'[Initiative 5 % de la France](#), [GIZ](#) (l'agence allemande pour la coopération au développement), le [mécanisme de soutien technique de l'ONUSIDA](#) et d'autres sont également inclus.

Les plateformes sont chargées de créer la demande en assistance technique, en d'autres mots, d'aider les communautés à définir leurs besoins et à rédiger leurs demandes aux prestataires. Bien que cette tâche semble simple, ce n'est pas toujours chose facile. D'après Mme Oberth, coordinatrice des plateformes, il s'est parfois avéré difficile, non seulement de générer les demandes d'assistance technique, mais également d'assurer l'alignement entre ce qui est demandé et ce qui est disponible. Durant l'initiative spéciale antérieure, les résultats à cet égard ont été limités, en partie en raison des limites concernant les procédures du Fonds mondial pouvant bénéficier d'assistance technique – à l'époque, uniquement le dialogue au niveau des pays, la mise au point des demandes de financement et l'établissement des subventions. Mais comme l'explique M. Metheny, « grâce à l'élargissement de la fourniture d'assistance technique au cycle entier des subventions sous l'initiative stratégique CDG [incluant désormais la mise en œuvre des subventions], les plateformes régionales jouent un rôle central dans l'identification des besoins d'assistance technique et la mise en relation des groupes communautaires et de l'initiative CDG (et d'autres bailleurs de fonds) pour la fourniture d'assistance technique. Les plateformes régionales saisissent cette occasion pour mettre au point des stratégies innovantes et originales (notamment des outils virtuels et en ligne) visant à accroître la demande d'assistance technique. » Et non sans résultat : selon Mme Oberth, « en août 2018, les activités des plateformes avaient mis en relation directe des communautés de 37 pays et deux démarches multipays avec l'assistance technique liée au Fonds mondial. »

Plateforme de l'Afrique francophone

Pour sa part, la plateforme régionale de l'Afrique francophone essaie un concept nouveau. En avril, la plateforme, hébergée par le Réseau Accès aux médicaments essentiels (RAME) a lancé « e-CAT » (communauté électronique d'assistance technique), un réseau social en ligne d'organisations de la société civile et de prestataires d'assistance technique au travers duquel les besoins en assistance technique (des organisations de la société civile) et l'offre (des prestataires) peuvent être proposés jusqu'à ce qu'un mariage soit trouvé. À l'heure actuelle, 32 organisations de la société civile de toute

l'Afrique francophone et 12 prestataires d'assistance technique sont enregistrés sur le réseau. Les organisations de la société civile et les prestataires intéressés peuvent s'inscrire [ici](#).

La plateforme de l'Afrique francophone fournit également un soutien de coordination direct à la société civile au Niger, un des pays de la région classé « contexte d'intervention difficile ». Avec le soutien de la plateforme, les représentants de la société civile nigérienne ont mis sur pied un « comité de surveillance communautaire » qui suit la mise au point des demandes de financement au Fonds mondial et la mise en œuvre des subventions afin de garantir un engagement adéquat des communautés et l'inclusion de ripostes communautaires solides au sein des programmes du Fonds mondial. Une vidéo produite par la plateforme qui détaille l'expérience et les résultats à ce jour est disponible [ici](#).

En raison principalement de questions linguistiques et d'admissibilité dans la région, la plateforme Moyen-Orient et Afrique du Nord a accordé la priorité aux possibilités d'assistance technique externes. La plateforme, hébergée par International Treatment Preparedness Coalition-MENA (ITPC-MENA), a notamment travaillé en étroite collaboration avec plusieurs organisations de la société civile de la région en vue d'élaborer et soumettre des demandes solides d'assistance technique auprès de l'Initiative 5 % française. « Du fait que l'Initiative 5 % est très active dans la région, notre plateforme a pu aider des organisations de la société civile en Égypte, en Tunisie et une organisation active au niveau régional à accéder à des possibilités d'assistance technique approfondie », a indiqué Yahia Zaidi, coordinateur de la plateforme Moyen-Orient et Afrique du Nord. « Sans le soutien de la plateforme, j'ai bien peur que ces OCS vitales n'auraient pas pu profiter de ces possibilités d'assistance technique ». Abdelrazek Abu El Ela, directeur de programme à Al Shehab en Égypte, partage le point de vue de M. Zaidi : « Le soutien offert par ITPC-MENA à Al Shehab pour l'élaboration de la note conceptuelle et de la proposition complète à l'Initiative 5 % s'est avéré extrêmement important pour assurer la rédaction d'une proposition de qualité répondant aux normes du donateur ».

Plateforme régionale Amérique latine et Caraïbes

La plateforme régionale Amérique latine et Caraïbes a mis à profit sa réunion de juin comme mécanisme à la fois de communication et de coordination, ce que d'autres plateformes ont du reste également fait. À cette réunion, qui s'est tenue à Lima (Pérou), la plateforme s'est présentée une nouvelle fois et a présenté des sujets relatifs au Fonds mondial pertinents. Mais d'après Anuar Luna Cadena, coordinateur technique de la plateforme, la réunion « avait également pour objectif d'aider [les prestataires d'assistance technique de l'Initiative stratégique CDG] à mieux répondre aux besoins de la société civile en matière d'assistance technique ».

1. Cadena a également indiqué que « la réunion a offert un espace où faciliter un dialogue régional sur les stratégies visant à répondre aux inquiétudes communautaires à propos de l'état de préparation à la transition, la réunion de haut niveau des Nations Unies sur la tuberculose, le Comité consultatif régional pour les subventions régionales du Fonds mondial en Amérique latine et aux Caraïbes (CARLAC) et les décisions du Conseil d'administration du Fonds mondial lors de sa dernière réunion en Macédoine ». Les participants se sont donc non seulement efforcés de coordonner l'assistance technique, mais également de faciliter une meilleure coordination des parties prenantes du Fonds mondial dans la région. La réunion a notamment fourni l'occasion de renforcer la coordination aux Caraïbes, qui s'est parfois avérée difficile.

Une participante originaire de Haïti, Nadine Louis, a offert les commentaires suivants : « Je prends le temps d'exprimer ma joie d'avoir pu participer à la réunion de la plateforme Amérique latine et Caraïbes organisée par VIA Libre. Ce fut l'occasion pour moi de rencontrer de nombreuses personnes actives dans les domaines du VIH, de la tuberculose, du paludisme et des droits humains. La réunion a été très productive pour moi et j'ai appris beaucoup sur la manière dont la société civile participe activement aux décisions en Amérique latine et aux Caraïbes ».

Les points saillants abordés dans cet article ne représentent qu'une petite partie des activités menées par les plateformes régionales cette année. Leur travail a été qualifié d'atout crucial, non seulement pour l'Initiative stratégique sur les questions liées aux communautés, aux droits et au genre, mais également pour la mission globale du Fonds mondial.

Kate Thompson, qui dirige le Département Communautés, droits et genre du Fonds mondial, a aidé à mettre le travail des plateformes en perspective : « Il y a énormément d'apprentissage, de croissance et d'évolution dans la collaboration qui a lieu au sein de l'Initiative stratégique CDG, y compris au niveau des plateformes régionales. Celles-ci aident à amplifier la nature catalytique du travail de chaque partenaire de l'initiative afin de garantir une participation plus significative des groupes communautaires et de la société civile. Les plateformes revoient constamment leurs stratégies afin d'être plus adaptées et de réagir plus rapidement aux nouvelles informations et aux contextes en évolution constante et de garantir que les communautés disposent non seulement des informations les plus récentes et les plus pertinentes, mais puissent aussi faire entendre leur voix et être représentées dans les procédures liées au Fonds mondial. »

Note de la rédaction : L'auteur de cet article, Charlie Baran, est conseiller technique auprès de la plateforme régionale Moyen-Orient et Afrique du Nord, hébergée par ITPC-MENA.

[Read More](#)
